

Commission : Conseil économique et social

Question : Vers un cloisonnement du monde ?

Auteur : Inde

Tandis que les catastrophes naturelles et les conflits se multiplient, les populations cherchant un lieu où vivre se heurtent face aux politiques anti-migratoires ainsi qu'aux replis nationalistes propres à chaque pays. Pour remédier à cela, la délégation Indienne encourage le flux migratoire sur son territoire : des hébergements seront mis en place pour loger les migrants et l'obtention de visas, notamment les visas de travail, sera facilitée. En 2022 le chiffre de migrants en Inde s'élève à 5 millions selon la MFA (Migrant Forum in Asia). Ce chiffre s'élèvera considérablement en 2030.

L'Inde nécessite de la main d'œuvre en raison de la diminution notable de travailleurs. Pour cette raison, le pays offre des conditions de vie et de travail impeccables aux migrants s'installant sur le sol Indien. Il en demeure de même pour les migrants issus de pays en conflit ou victimes de conditions extrêmes : ils seront pris en charge et accueillis sur le territoire. Malgré cela, l'immigration illégale, bien qu'elle soit infime en Inde, ne sera pas tolérée.

Du point de vue économique, l'Inde a subi d'énormes pertes financières, bien que son taux de croissance soit élevé. Tout d'abord, le secteur agricole représente environ 17-18 % de son produit intérieur brut (PIB) tandis qu'environ 58 % de la population active indienne est employée dans le secteur Agricole et 140 millions d'hectares de terres agricoles sont cultivées en Inde, ce qui représente près de 43 % de la superficie totale du pays. Autrement dit, l'agriculture est d'une importance cruciale économiquement et socialement. Malheureusement, l'agriculture est mise en péril à cause des inondations récurrentes, de l'augmentation de la température et de l'exploitation des terres. Par conséquent, la plupart des plantations deviennent infertiles. Cela a des conséquences dévastatrices sur l'économie indienne ainsi que sur les personnes travaillant dans ce secteur. L'Inde est donc forcée à investir ses ressources dans d'autres secteurs prometteurs, tels que l'industrie et les services, pour atténuer les pertes économiques. L'économie de l'Inde gravite donc notamment autour de l'exportation de biens ou de services. La délégation de l'Inde est en faveur d'un modèle économique d'autant plus libre que celui d'aujourd'hui pour maximiser le profit de chaque nation. En réponse à cette réflexion, l'Inde instaurera des politiques favorisant le libre échange : les taxes sur les produits exportés seront négligeables et des zones de libres échanges seront encouragées.

Concernant les relations internationales, l'Inde demeure dans une situation géopolitique complexe en raison de la persistance de son conflit avec le Pakistan, exacerbée par l'appui stratégique de la Chine à ce dernier. Bien que l'Inde et la Chine entretiennent des relations économiques significatives, cette alliance entre la Chine et le Pakistan représente une menace majeure pour la sécurité de l'Inde. Dans ce contexte, l'Inde considère qu'un renforcement de son alliance avec une puissance mondiale comme les États-Unis est impératif pour contrebalancer cette pression régionale. Face à la possibilité d'une offensive pakistanaise soutenue par la Chine, l'Inde demande l'instauration d'une zone démilitarisée le long de sa frontière avec le Pakistan. Cette mesure vise à atténuer les risques de confrontation et à instaurer une stabilité sécuritaire essentielle pour la région. La question de la souveraineté sur la région du Cachemire, que la Chine cherche à intégrer à sa sphère d'influence, reste au cœur des tensions. Ce territoire, historiquement revendiqué par l'Inde, continue d'être un enjeu fondamental pour la stabilité régionale et l'intégrité territoriale indienne.

En conclusion, la délégation indienne soutient les migrations encadrées ainsi qu'un système économique libre et ouvert favorisant une coopération renforcée entre les nations.